

Publié le 11 avril 2019

Les dernières infos de Bruxelles

La réunion bi-annuelle du bureau Services publics du Centre européen des employeurs et entreprises fournissant des services publics (CEEP) s'est tenue à Bruxelles le 2 avril, sous la présidence de Thierry Durnerin, directeur général de la Fédération des Epl.



Quinze membres de différents pays d'Europe se sont retrouvés pour échanger et faire des propositions communes portées par le CEEP sur plusieurs sujets touchant les services publics et les services d'intérêt général.

Parmi eux, la mise en place d'actions politiques pour les mois qui viennent afin que la Commission européenne amende la définition européenne légale de la PME. En effet, celle-ci exclut les 25 000 entreprises publiques locales européennes qui ne peuvent bénéficier des financements et des simplifications administratives réservées aux PME.

Définition européenne de la PME : la Commission à l'écoute

La Commission européenne est prête à entendre les arguments des Epl en faveur d'une modification de la définition. Le CEEP et ses membres sont mobilisés notamment pour :

1. rencontrer le cabinet du futur Commissaire en charge des PME,
2. organiser des rendez-vous avec des parlementaires européens ayant un intérêt pour le sujet parmi ceux qui seront élus en mai,
3. formaliser dans un dossier commun des exemples et arguments de difficultés rencontrées par les Epl à cause de cette non-reconnaissance.

La Fédération des Epl invite ses membres à faire remonter tout exemple ou retour d'expérience qui renforcerait notre argumentaire.

Les membres du bureau Services Publics ont également échangé sur l'impact politique du CEEP comme membre de la plateforme REFIT de la Commission européenne qui réunit la Commission elle-même, les autorités nationales et d'autres parties intéressées à intervalles réguliers dans le but d'améliorer la législation existante de l'UE et sa mise en œuvre. Un échange de vue sur la place des services publics en Europe avec la députée européenne italienne **Mercedes Bresso** et une rencontre avec des représentants de la présidence roumaine du Conseil de l'Union européenne sur le futur le fonds européen pour le développement régional (Feder) et le fonds social européen (FSE) ont complété la journée.

Cette réunion a également permis aux membres du bureau d'échanger sur les priorités à développer au cours de la législature européenne 2019-2024 et sur les principaux messages à présenter aux nouveaux parlementaires européens et à la Commission européenne renouvelée au mois de juin.

Par Bénédicte FABRE